

SOCHAUX Mouvement social

Il y a trente ans chez Peugeot : « Calvet, des sous ! »

Alexandre BOLLENGIER



En 1989, la proposition de la direction d'une augmentation générale des salaires de 1,5 % est vécue comme un camouflet par les salariés.

À l'automne 1989, les Peugeot 205, 405 et 605 sortent au compte-gouttes des chaînes de montage de Sochaux et de Mulhouse en raison d'une grève monstre (sept semaines) liée à des revendications salariales. Coup d'œil dans le rétroviseur sur un conflit qui a fait date.

L'étincelle s'est produite le 1^{er} septembre 1989 à l'usine PSA de Mulhouse (12 000 salariés) lorsque les ouvriers ont revendiqué l'ouverture de négociations salariales. Le malaise couvait depuis un moment. Les « métallos de la 205 » en avaient marre. Marre de se serrer la ceinture, d'être « les

ouvriers les plus mal payés d'Alsace » alors que le constructeur affichait de substantiels bénéfices (8,8 milliards de francs en 1988). La proposition de la direction d'une augmentation générale des salaires de 1,5 % est vécue comme un camouflet. « Un emplâtre sur une jambe de bois », commentent les syndicats.

• 2 000 manifestants à Mulhouse

À cette époque, les capitaux suisses et allemands affluent dans les PME-PMI alsaciennes de l'industrie chimique. Et les salaires en profitent. Mais en la matière, le secteur automobile est à la traîne. En doublage, le salaire de base (brut) d'un opérateur en ligne s'élève à 4 800 francs mensuels et grimpe péniblement à 5 100 francs après quinze ans d'ancienneté. À titre de comparaison, un ouvrier allemand chez Volkswagen gagne pratiquement 11 000 francs par mois. La tentation d'aller bosser de l'autre côté de la frontière (Allemagne ou Suisse) est grande.

À Mulhouse, le 5 septembre, plus de 2 000 personnes descendent dans la rue en criant « Calvet, des sous ! » Jacques Calvet, c'est le PDG du groupe PSA Peugeot Talbot Citroën (de 1982 à 1997). À Sochaux, les 23 000 salariés ne bougent pas (encore). Le berceau du lion bascule dans la grève le 8 septembre.

• 270 véhicules produits au lieu de 1 800

Le 15, une immense manifestation est organisée dans les rues de Montbéliard, la plus importante depuis mai 1968. Ce même jour, la direction chiffre à 2 100 le nombre de grévistes sur un total de 16 667 salariés en production.

Le programme normal de fabrication journalière (en majorité des 205 et des 405) est très perturbé avec 270 véhicules au lieu de 1 800. Une trentaine de 605, la petite dernière de Peugeot, sont assemblées contre 110 attendues.

• « Notre force, c'est notre dignité de travailleurs »

Les revendications salariales des syndicats divergent : 1 500 francs pour la CGT, 500 pour la CFDT, 250 pour FO. Jacques Calvet reste inflexible. Et attise le feu à chacune de ses interventions télévisées. Le 27 septembre, le Canard Enchaîné lâche une bombe en dévoilant son salaire : 180 000 francs par mois, soit une hausse de 46 % sur deux ans. De quoi regonfler à bloc les grévistes pour lesquels « notre force, c'est notre dignité de travailleurs ».

À Mulhouse, la grève prend une tournure plus dure avec l'occupation de la forge en réponse à une série de procédures de licenciement engagées par la direction.

• Le chèque de Krasucki

Les dons aux grévistes, en pièces sonnantes et trébuchantes, affluent de toute la France et même de l'étranger (Angleterre, Australie...).

Le 6 octobre, Henri Krasucki, n° 1 de la CGT, traverse les ateliers de Sochaux (et Mulhouse) sous les applaudissements en agitant un chèque de 1 118 000 francs. [« Krasu » fera rire la France entière en bégayant le montant](#) devant les caméras et les micros des journalistes (sur le site alsacien).

• Détermination et solidarité

Les appels à se mettre autour d'une table se multiplient. Les négociations direction/syndicats débutent le 13 octobre après la nomination d'un médiateur. « Ce qui a fait la force de ce mouvement, ce sont à la fois le nombre de grévistes et leur détermination, et la solidarité qui s'est manifestée », résume Bruno Lemerle, aujourd'hui secrétaire de la section retraités de la CGT de PSA Sochaux.

Dimanche 22 septembre, l'organisation syndicale fêtera le 30^e anniversaire de la grève de 1989 à l'Espace Japy à Audincourt.